

Israël

Yehudit Keshet

Khalil Alamour

Les Bédouins arabes d'Israël sont autochtones de la région du Naqab (Néguev). Ils sont traditionnellement un peuple semi-nomade, associant l'élevage et l'agriculture dans des villages reliés par des systèmes tribaux et de filiation qui déterminent largement les relations de propriété. Au début des années 1950, le gouvernement israélien a concentré cette population autochtone semi-nomade dans ce qu'on appelle «Si-yagh», une zone restreinte géographiquement dans l'est du Negev d'environ 1 000 km² (ou 10% environ du territoire officiel Bédouin) avec la promesse de retourner sur leurs terres d'origine dans les six mois. Cet engagement n'a toujours pas été respecté.

Aujourd'hui, la communauté Bédouin du Néguev israélien est de 201 840 membres, dont 53 111 vivent dans 35 villages prétendument non reconnus. Ces villages n'apparaissent pas sur les cartes israéliennes, n'ont pas de panneaux de signalisation indiquant leur existence, et sont privés de services et d'infrastructures de base. 148 729 Bédouins sont concentrés dans une ville créée par le gouvernement, Rahat, six municipalités (Lakiya, Hura, Tel Arad, Tel Sheva, Segev Shalom et Ar'ara BaNegev) et dix villages qui se sont vus attribuer une reconnaissance officielle au cours de la dernière décennie. La ville et les municipalités n'accordent qu'une simple, voir aucune considération au mode de vie traditionnelle arabo-bédouin, et ne fournissent que quelques opportunités d'emploi au niveau local.

Comme beaucoup d'autres peuples autochtones à travers le monde, les Bédouins de Néguev revendiquent des terres sur lesquelles ils sont établis depuis des temps immémoriaux. Ils ont également concentré une grande part de leur attention sur leur lutte pour leurs droits à l'égalité en matière de revendication territoriale. La procédure de revendication a été ouverte dans les années 1970 mais beaucoup de revendications n'ont pas été traitées par l'État. Bien que certaines familles détiennent des documents rédigés par les Ottomans ou les Anglais couvrant des périodes pendant lesquelles la propriété de ces derniers sur certaines terres est établie, ces documents n'ont jamais été acceptés par les tribunaux. Les revendications sont juridiquement complexes, et laissent la porte grande ouverte à la prise de contrôle des terres par l'État¹. S'appuyant sur les droits fonciers existants pendant la période ottomane, l'État israélien définit la plupart du Néguev comme «Mawat» ou contrée morte et en tant que tel, le Néguev ne peut faire l'objet de revendications par des individus ou groupes².

La bataille pour les droits fonciers menée en ce moment par les Bédouins du Néguev s'est intensifiée au cours de l'année 2011 à tel point que le gouvernement a déclaré la guerre à la communauté. Les Bédouins ont réagi en renouvelant leurs efforts dans la revendication de leurs droits légitimes.

Le plan Prawer favorise la résistance

Le 11 septembre 2011, le gouvernement israélien a approuvé le plan visant à réguler l'établissement des citoyens bédouins arabes d'Israël dans le Néguev. Cela entraînera la

¹ Dr. Tobi Fenster (nd.): A summary stance paper on Bedouin land issues, written for "Sikkuy - for equal opportunity" Tel-Aviv University, (Hebrew).

² *Israel Land Law*, 1969.

relocalisation forcée de quelques 40 000 personnes et la destruction d'un nombre significatif de villages non reconnus. Le plan émane d'un Comité d'application établi en 2009 et présidé par Ehud Prawer³, ancien vice-président de Conseil national de sécurité. Le Comité, qui n'inclut aucun membres bédouins, est chargé de mettre en œuvre les recommandations adressées par la Commission Goldberg⁴ en 2008 relatives aux mêmes problématiques. Le plan compte deux grands volets⁵:

Règlement des revendications territoriales, compensation accordée aux requérants selon des critères stricts, et application de ces mécanismes dans un délai de 5 ans. Comme recommandé par le rapport Goldberg, le Plan Prawer stipule également qu'aucun Bédouin ne doit être installé à l'ouest de la Route 40, une zone réservée à l'établissement des Juifs uniquement.

Le plan appelle à la démolition massive des villages existants et à la relocalisation de leurs résidents dans des municipalités existantes.

L'axe majeur de l'activisme bédouin en 2012 sera par conséquent la «Reconnaissance aujourd'hui», mouvement pour contrecarrer l'entrée en vigueur du Plan Prawer. Par exemple, une contre-proposition majeure «Un plan directeur pour les villages bédouins non reconnus»⁶, a été conçu conformément aux plans gouvernementaux de planification proposés par trois ONG's israéliennes : le Conseil régional des villages non reconnus, Bimkom (planificateurs pour des droits de planifier), et Sidreh-Lakiya Negev Weaving, et propose une alternative valable qui inclut la reconnaissance de l'ensemble des 45 villages dans leurs localisations existantes, ainsi que des «solutions administratives et municipales raisonnables pour chaque communauté». S'organisant pour revendiquer leurs droits fondamentaux en tant que citoyens d'Israël, les Bédouins du Néguev font pression et manifestent également en faveur d'autres approches alternatives.

Les villages non reconnus⁷

Les «villages non reconnus», qu'ils soient situés dans le Siyagh ou établis après une relocalisation forcée, sont considérés comme «illégaux» par l'État et les permis de construction leur sont déniés puisque les villages ne sont inclus dans aucun plan régional gouvernemental. Par conséquent, la menace de démolition pèse sur la majorité des maisons bédouins dans les villages, menace trop souvent exécutée : ne serait ce qu'en 2011, il y a eu plus de 1 000 démolitions⁸, 120 % de plus qu'en 2010⁹.

Les villages non reconnus reçoivent peu, voir aucun services gouvernementaux. Ils ne peuvent légalement se connecter au réseau électrique national, et dans certains cas ne sont même pas approvisionnés en eau.

Les transports et l'accès aux routes, aux services postaux et sanitaires, aux crèches, aux salles de classe et aux établissements d'éducation postsecondaires, ainsi qu'aux soins cliniques sont souvent déficients. Les restrictions à l'accès au pâturage ont entraîné le déclin des métiers traditionnels tels que la conduite de troupeaux. L'agriculture est également extrêmement réduite du fait de l'expropriation, engendrant un fort taux de chômage. Le parrainage des

³ Recommandations sur la réglementation des établissements bédouins au Néguev, 2011.

⁴ Recommandations de la Commission Goldberg sur la réglementation des établissements bédouins au Néguev présenté le 11 novembre 2008.

⁵ Centre juridique Adalah pour les droits des minorités en Israël: Aperçu et analyse du rapport Prawer, octobre 2011.

⁶ Un plan directeur pour les villages bédouins non reconnus, 2012.

⁷ Noach, H., 2009: The Existent and the Non-Existent Villages: The Unrecognized Bedouin Villages in the Negev, Pardes Press, Haifa (Hebrew).

⁸ Khalil Alamour, Présentation au Comité des droits économiques, sociaux et culturels de l'ONU, 14 Novembre 2011.

⁹ Noach, H.: Negev Coexistence Forum for Civil Equality and Recognition Forum, International Human Rights Day 2011, A report on demolitions of Arab Bedouin homes in the Negev pp. 11-12 (en Hébreu).

municipalités par le gouvernement n'offre pas d'alternative viable. Ils souffrent tant du caractère inadéquat des infrastructures, que du surpeuplement, du manque d'opportunités en matière d'emploi et de la piètre qualité des services publics.

Du fait de cette situation de discriminations institutionnalisées¹⁰, beaucoup de Bédouins sont marginalisés dans la société israélienne.

Malgré ces difficultés, la communauté a produit un ensemble de dirigeants qui a contribué de manière significative à la vie de la région du Néguev - universitaires, médecins, juristes, les étudiants bédouins étant des éléments essentiels de l'Université Ben Gurion du Néguev.

Lutte pour la terre et la reconnaissance

L'année 2012 sera dominée par la lutte pour la reconnaissance des villages non reconnus, l'opposition à la réinstallation forcée des résidents et l'opposition aux démolitions des maisons, tant dans les villages non reconnus que dans les municipalités. L'une des affaires célèbres en matière de démolition est celle de El Araqib, un village non reconnu dans le nord-ouest de la grande ville de Beersheva qui a été totalement détruite 31 fois depuis juillet 2010 dans le but de créer un espace destinée à l'implantation d'une forêt par le Fonds national juif, fondé en partie par la chaîne fondamentaliste chrétienne, God TV¹¹. Les démolitions sont orchestrées par un nombre important d'unités régulières et spéciales de police qui ont fait preuve d'une grande violence, non seulement dans la destruction des maisons de quelques 34 familles, mais également en déracinant des arbres existants, en détruisant les réservoirs d'eau, en expropriant les personnes et en détruisant les espaces pour le bétail. Les démolitions dans la région ont coûté à l'État 450 000 dollars américains, et les autorités réclament à présent ces sommes aux villageois. Les villageois sont cependant déterminés à résister et, avec le soutien des ONG israéliennes juives, n'ont cessé de reconstruire inlassablement le village, même si ce n'était que symbolique.

Le plan gouvernemental pour arracher les Bédouins de leurs maisons, qui les condamne à des restrictions et à une vie de privation dans les différentes municipalités ne doit pas être permis. Comme un responsable bédouin l'a soulevé : «...nous rêvons simplement de vivre en paix sur les terres de nos ancêtres»¹². Un rêve modeste en effet et qui demanderait si peu pour devenir réalité.

Yehudit Keshet est écrivain et activiste vivant à Beersheba. Elle est la co-fondatrice de MachsomWatch-CheckpointWatch - Israel Women for Human Rights and against Checkpoints, et l'auteur de Checkpointwatch: Testimonies from Occupied Palestine publié par Zed Books, Londres, 2006.

Khalil Alamour est cosignataire de cet article. Khalil vit dans le village non reconnu de Alsireh et est leader communautaire, enseignant et étudiant en droit. Il participe fréquemment aux forums locaux, nationaux et internationaux sur les questions relatives aux Bédouins.

Source : IWGIA, Indigenous World 2012.

Traduction de l'anglais par Zoé Boirin-Fargues

¹⁰ Neguev Coexistence Forum for Civil Equality Report: Institutionalised Discrimination against Arab Employees in Government Offices and Accessibility of Government Services to Arabs in the Negev. 21 March 2011

¹¹ Voir Monde autochtone 2011, p.371.

¹² Khalil el Alamour, ibid.

